

ADMINISTRATION :
 Imprimerie F. RUEDI
 Lausanne
 3, Jumelles — Tél. 12-44

ABONNEMENTS :
 Suisse, 3 fr. par an ; autres
 pays, 5 fr. par an.
 10 centimes le numéro.

La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité
 et pour l'organisation de son progrès »

Les membres de la Ligue
 pour la défense de l'hu-
 manité fixent de leur propre
 gré le montant de leur coti-
 sation.

Compte de chèques pos-
 taux : III. 496.

Envoi gratuit des statuts
 de la ligue et de numéros
 spécimens de tous ses
 organes. S'adresser au se-
 crétaire, Lausanne, 3 Ju-
 melles.

Comité suisse de la Ligue : D^r Aug. FOREL ; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers
 nationaux ; A. SUTER, président du Conseil communal de Lausanne ; D^r TSCHUMI, pré-
 sident du gouvernement bernois ; D^r MOSER, conseiller d'Etat, Berne ; D^r R. BRODA ;
 A. SESSLER (Berne), D^r A. HUBER (Bâle), anc. présidents de tribunaux ; D^r A. de QUERVAIN,
 professeur à l'Université de Zurich ; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois,
 Lausanne ; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix ;
 E. PEYTRÉQUIN, président du conseil d'administration du journal « La Libre Pensée
 internationale » ; H. HODLER, directeur du journal « Esperanto », Genève, etc.

Comité de patronage international : A. NAQUET, anc. sénateur, Paris ; Jean Lon-
 guet, député de la Seine ; Lucien LE FOYER, anc. député de la Seine ; Gustave HUBBARD,
 anc. député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ;
 Lino FERRIARI, procureur-général honoraire, Côme ; W. FÖRSTER, président du Bu-
 reau international des poids et mesures ; Dr. N. af URSTIN, anc. vice-président de la
 Diète finlandaise ; Sir Robert STOUT, anc. premier ministre de la Nouvelle-Zélande, etc.
 Président de la Ligue : D^r R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».
 Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3,
 tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

Pour la paix durable

L'enthousiasme guerrier dans tous les pays bel-
 ligérants paraît aussi passionné que jamais, la
 paix aussi lointaine qu'au premier jour de la
 guerre.

Plusieurs belligérants considèrent même comme
 « acte inamical » toute proposition pour la ter-
 minaison de la guerre ou pour une médiation de la
 part des pays neutres. Cette manière de voir est
 d'ailleurs bien réfléchi. Elle part de l'espoir
 qu'une longue durée de la guerre garantirait une
 victoire sûre, une réalisation certaine de tous les
 buts de la lutte, tandis qu'il serait impossible
 d'atteindre ces buts par n'importe quel autre che-
 min.

Des garanties efficaces contre une agression
 future, la sauvegarde d'une paix durable dans l'a-
 venir, sont mises en avant comme buts de guerre
 principaux par les porte-parole de tous les bel-
 ligérants.

Cet accord au moins apparent est même très
 curieux et suggère une question qu'on ne s'est
 guère posée jusqu'à maintenant : « Est-il vraiment
 indispensable de briser la volonté de l'adversaire
 qui prétend aspirer aux mêmes fins qu'on se pro-
 pose soi-même ? Ne serait-il pas utile d'examiner
 tout d'abord la nature du différend en question,
 de voir s'il se rapporte à autre chose qu'à des
 méthodes différentes, proposées de part et d'autre
 pour atteindre le même but ? »

Mettre un peu plus de clarté dans ces questions,
 cela aurait d'ailleurs un autre avantage décisif :
 On démasquerait les états et les partis qui em-
 ploieraient la bannière de la paix durable pour
 couvrir des prétentions bien différentes ; on dissi-
 perait des équivoques parfois même volontaires ;
 on montrerait aux neutres et aux belligérants sur
 qui l'on peut compter pour épargner à nos enfants
 un cataclysme pareil, pour leur assurer les bien-
 faits d'une paix durable.

Dans ce but de clarté, nous venons de poser
 les questions suivantes à plusieurs personnalités
 des pays neutres et belligérants.

Etes-vous de l'avis que des garanties efficaces
 pour une paix durable dans l'avenir constituent
 l'enjeu principal de la guerre actuelle ?

Croyez-vous que ces garanties pourraient être
 réalisées par la création d'un ordre nouveau basé
 sur le droit et surtout par l'établissement d'un
 pouvoir exécutif international disposant de moyens
 suffisants pour briser toute tentative d'agression
 nouvelle ?

Accepteriez-vous la conclusion immédiate de la
 paix dès que tous les belligérants accepteraient
 ce programme et abandonneraient toute conquête
 territoriale ?

Toutes les réponses qui nous parviendront seront
 publiées dans des organes de la « Ligue pour la
 défense de l'Humanité » et portées ainsi à la con-
 naissance des différentes nations belligérantes et
 neutres.

Pour la Ligue pour la défense de l'Humanité :
 Le président : R. BRODA.

Propos de guerre

Genève, le 6 octobre 1916.

Les majorités socialistes en France et en Allema-
 gne. — Le problème des responsabilités. — Le
 point de vue des minorités. — Interview de Lloyd
 Georges. — Ce que pense le Kronprinz. — Le
 prix de l'offensive.

Les liens de l'Internationale socialiste sont ac-
 tuellement rompus, mais il est curieux d'observer
 que, malgré la rupture qui a été la conséquence
 immédiate de la guerre, les mêmes idées, les mê-
 mes sentiments et disons aussi les mêmes erreurs
 continuent à prévaloir des deux côtés de la barri-
 cade. En France comme en Allemagne, le parti
 s'est partagé en deux groupes, majoritaires et mi-
 noritaires, entre lesquels oscillent les éléments
 opportunistes. On sait que les minorités sont fa-
 vorables à la paix immédiate ainsi qu'à la reprise
 des rapports internationaux tandis que les majori-
 tés, sans s'opposer absolument à ce dernier point,
 sont surtout préoccupées de ne rien faire qui puisse
 nuire à l'œuvre de la défense nationale. Les pre-
 mières subordonnent la nation au socialisme, les
 secondes le socialisme à la nation.

Les majoritaires de France et d'Allemagne ont
 eu récemment l'occasion de développer à nouveau
 leur point de vue. A dire vrai, rien ne ressemble
 plus à la résolution votée par la Conférence so-
 cialiste allemande que la déclaration lue à la
 Chambre française au nom du parti socialiste,
 lors du vote des crédits de guerre.

« Cette guerre est toujours, encore, une guerre dé-
 fensive pour l'Allemagne... Comme auparavant, la
 Social-démocratie est résolue à persévérer dans la
 défense du pays jusqu'à ce que l'adversaire soit dis-
 posé à conclure une paix qui garantisse l'indépen-
 dance politique, l'intégralité territoriale et la liberté
 de développement économique de l'Allemagne... Nous
 refusons, avec la dernière énergie, d'admettre les mo-
 tifs invoqués suivant lesquels la Social-démocratie alle-
 mande en prenant parti pour son pays, se rendrait
 complice de la prétendue « attaque de l'Allemagne »
 contre la Russie et la France, car l'Allemagne était
 très gravement menacée par la mobilisation générale
 russe du 31 juillet 1914. »

Ainsi s'exprime la déclaration allemande.

« Le parti socialiste, affirme la déclaration française,
 votera les crédits. Il les a votés le 4 août 1914 pour
 protéger et défendre la France contre une odieuse
 agression. Il les vote aujourd'hui, parce que la France
 — toujours envahie — doit assurer son indépendance
 et préserver l'Europe de toute menace d'hégémonie...
 Nous les voterons parce que nous sommes prêts à
 tous les efforts pour assurer l'intégrité territoriale
 de la France, pour que l'Alsace-Lorraine obtienne la
 réparation du droit foulé en 1871, pour assurer la
 totale restauration politique et économique de la Bel-
 gique et de la Serbie, pour acquérir la certitude d'une
 paix durable. »

Donc, désaccord complet en ce qui concerne la
 détermination des responsabilités initiales, mais
 parfaite identité de vues quant au fond puisque,
 allemands ou français, les socialistes reconnaissent
 en termes non équivoques le devoir de défendre leur
 pays... lorsque celui-ci est victime d'une agression.
 Cette attitude n'est d'ailleurs pas contraire à la
 lettre des nombreux textes votés par les congrès
 socialistes. Les deux grands chefs de l'Internatio-
 nale, Bebel en Allemagne, Jaurès en France, ont à
 diverses reprises, fait entendre des déclarations

très nettes à ce sujet. On sait que Jaurès avait
 même présenté tout un plan de réorganisation de
 l'armée française, suivant le système des milices,
 en vue d'accroître la puissance défensive de son
 pays. Si le destin ne l'avait prématurément frappé,
 il serait probablement ministre à l'heure actuelle.

On ne peut donc pas dire que les majorités so-
 cialistes agissent en contradiction avec les princi-
 pes formulés avant la guerre, mais à coup sûr
 il est permis d'avancer que ces principes se sont
 révélés très insuffisants, puisque, sans cesser de
 les invoquer, l'Internationale est cependant brisée.

L'affirmation suivant laquelle les socialistes se
 doivent de défendre leur pays lorsque celui-ci est
 victime d'une agression paraît parfaitement ad-
 missible tant qu'elle demeure à l'état de résolution
 théorique dans un texte que l'esprit peut apprécier
 pour lui-même, sans être influencé par le déroule-
 ment des faits. Mais la réalité est bien différente.
 Les exemples des dernières guerres montrent juste-
 ment combien il est parfois difficile de déterminer
 avec précision quel est l'agresseur. Même quand
 cette détermination est relativement aisée, on peut
 remarquer que l'opinion publique ne prend pas
 systématiquement parti contre celui qui a délibé-
 rément voulu la guerre et l'a déclarée à son
 heure. (Tel fut notamment le cas lors de la pre-
 mière guerre balkanique). Si les socialistes avaient
 mieux étudié les problèmes que posent à cet égard
 les guerres contemporaines, ils n'auraient pas man-
 qué de constater sur quelle base fragile repose la
 distinction qu'ils tentent d'opérer entre les guerres
 offensives et les guerres défensives, ces dernières
 seules étant légitimes. La même observation peut
 d'ailleurs s'appliquer à la plupart des pacifistes ;
 la rupture de l'« Internationale pacifiste » est, elle
 aussi, imputable au désaccord sur les responsa-
 bilités respectives des différents gouvernements
 impliqués dans la lutte.

Les complications inextricables qui résultent de
 l'état d'anarchie internationale ne permettent sou-
 vent pas de faire, dès le début de la crise, le dé-
 part des responsabilités. A tout le moins, pour se
 faire une opinion raisonnée, un long examen serait
 nécessaire. Tout d'abord, il faudrait non seulement
 s'en tenir au conflit immédiat, mais encore remon-
 ter aux causes lointaines qui l'ont graduellement
 mûri. D'autre part, l'appréciation du sens des évé-
 nements est impossible si l'on ne connaît pas cer-
 tains faits caractéristiques et certains dessous qui
 permettent de comprendre les documents officiels,
 ce qu'ils disent et ce qu'ils taisent. Pouvons-nous
 juger en toute équité les hommes qui sont à la
 tête des peuples, si nous ne connaissons pas leur
 mentalité, si nous ne savons pas quelles sont les
 passions, quels sont les intérêts qui les font agir,
 à quelles influences ils obéissent, d'après quels
 principes ils orientent la conduite de leur vie ? Ne
 risquons-nous pas de méconnaître singulièrement
 la vérité si, hypnotisés par les seuls documents,
 nous demeurons ignorants de ce qui se passe dans
 les coulisses où s'agitent ceux qui sans avoir l'ap-
 parence du pouvoir en ont souvent la réalité, con-
 fidents, hommes d'affaires, intrigants de toute es-
 pèce, dont l'action occulte n'est jamais sans effet ?
 — Cette lumière sur les choses et sur les hommes,
 le temps seul, qui lève bien des mystères, pourra
 la projeter. Peut-être saurons-nous alors, après

avoir remonté la chaîne des événements, quel est l'individu ou quel est le groupe d'individus dont on puisse dire avec certitude: il a voulu la guerre. Nous soulignons le peut-être, car il est possible aussi que les responsabilités personnelles s'atténuent, s'évanouissent à mesure que les investigations gagnent en profondeur, si bien qu'à la question: Qui a voulu la guerre? l'historien de l'avenir soit tenté de répondre: Personne!

Quoiqu'il en soit, ce n'est pas en pleine crise, alors que les passions nous assiègent et que le mensonge nous enveloppe de toutes parts, qu'il est possible de nous ériger en juges. Aussi bien, à l'heure où le conflit passe de l'état latent à l'état aigu, c'est l'instinct national qui tranche le débat que la raison serait tentée d'instituer. Le coupable, et par extension l'agresseur, c'est l'ennemi.

Il était vain de croire que seules les masses socialistes, dont l'éducation en matière d'internationalisme est encore tout à fait rudimentaire, échapperaient à cette emprise du sentiment national. Elles aussi ont su trouver de justes raisons pour justifier après coup leur premier mouvement impulsif. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps qu'une minorité d'hommes, à l'esprit indépendant, a pu se former et réagir contre ces fatales tendances.

Les minorités socialistes de France et d'Allemagne comprennent que les responsabilités sont partagées et que la guerre est en définitive moins le fait de volontés individuelles que l'effet naturel d'un système. Malheureusement, la plupart de leurs représentants abandonnent une erreur pour en adopter une autre, puisqu'ils persistent à voir l'origine des guerres, non dans l'état d'anarchie où se trouvent les nations les unes par rapport aux autres, mais dans l'existence du régime capitaliste, affirmation dont la conséquence logique est que la suppression de la guerre est subordonnée à la transformation préalable du régime économique de la société. Malgré l'estime que l'on doit aux minorités socialistes des pays belligérants en raison de leur ardeur et de leur courage dans la lutte contre la barbarie actuelle, il est difficile d'accepter une thèse qui est en manifeste contradiction avec les données de l'expérience.

Dans un interview qu'il a accordé récemment à un représentant de la presse américaine, M. Lloyd Georges nous prévient que la lutte se poursuivra jusqu'au *knock out*. La conclusion des déclarations de l'homme d'Etat anglais mérite d'être soulignée :

« Je viens de visiter les champs de bataille de France. Je m'y suis tenu comme aux portes de l'enfer. J'ai vu des milliers d'hommes monter dans les flammes. J'en ai vu sortant de la fournaise mutilés ou brûlés. Une pareille horreur ne doit pas se recommencer sur cette terre et le seul moyen d'en empêcher le retour, c'est d'infliger une telle punition à ceux qui ont perpétré cet outrage à l'humanité, que l'envie de renouveler de tels exploits soit à jamais extirpée de la pensée de ces conducteurs d'hommes qui ne sont que des malfaiteurs. »

Ainsi, la guerre est épouvantable. Il faut donc, pensez-vous, l'arrêter au plus vite et revenir à la raison. Détrompez-vous. Des millions d'hommes ont déjà péri dans les atroces conditions dont M. Lloyd Georges nous fait la vivante description. Cela ne suffit pas encore. Le meilleur moyen d'empêcher le retour d'une pareille horreur, c'est d'en faire périr plusieurs millions d'autres. Supposez qu'un quartier de Londres soit la proie des flammes. La méthode Lloyd Georges ne consiste pas à éteindre le feu au plus vite, mais au contraire à incendier la ville de Londres entière.

Il faut punir les coupables. Fort bien, mais ces coupables quels sont-ils? Et devant quels juges ont-ils comparu? Nous voyons bien une multitude d'accusateurs et de défenseurs, mais point de juges. En attendant, sous prétexte d'infliger une punition exemplaire aux gouvernants « coupables », on massacre chaque jour par milliers des hommes qui ne le sont pas et qui presque tous, dès le premier jour, considèrent la guerre comme une calamité. Le tyran le plus cruel et le plus capricieux que l'imagination puisse concevoir aurait l'esprit plus juste que ceux qui poussent la volonté de châtier les « coupables » jusqu'à faire de l'Europe un immense charnier.

M. Lloyd Georges soutient que le seul moyen d'éviter de nouvelles guerres, c'est de mettre l'Allemagne *knock out*. L'Allemagne, l'Allemagne sans cesse! comme si on la retrouvait à l'origine de toutes les guerres de l'histoire! Nous avons cependant souvenir qu'au début du XIX^e siècle, ce fut non pas l'Allemagne, mais la France qui troubla la paix du monde et pendant deux décades promena ses armées à travers l'Europe. En 1814, les Alliés de l'époque réussirent à la mettre *knock out*. Une sévère punition fut infligée à la France et à celui qui avait tenu en main ses destinées. Cela empêcha-t-il le renouvellement de pareils exploits? La guerre ne suffira pas à tuer la guerre. Si demain, après une immense hécatombe, l'Allemagne est abattue, rien ne nous garantit qu'après-demain une autre puissance ne devienne menaçante. Pour tuer la guerre, il faut une action sur l'esprit humain. L'ennemi principal demeure en nous.

Autre interview suggestif, celui du Kronprinz d'Allemagne:

« ... En avez-vous assez vu de cette affreuse affaire, des douleurs qui sont descendues sur cette triste région de la terre? Quel dommage que toute cette terrible destruction de vies humaines et des espérances de la jeunesse?... Chaque général, chaque officier, chaque soldat préférerait de beaucoup voir tout ce travail, cette adresse, cette éducation, ces ressources intellectuelles, ces prouesses consacrées à prolonger la vie, à vaincre les ennemis communs de l'homme, les maladies et les obstacles au progrès humain, au lieu d'être employés à la destruction d'autres hommes... Nous sommes tous las de cette effusion de sang; nous désirons la paix, mais la raison a quitté la terre. »

Ah! vraiment la guerre n'est pas ce qu'un vain peuple de princes pensait? — Le voile du romantisme qui en recouvrait les sombres réalités s'est maintenant déchiré. Il est temps de bêler les premiers éléments du pacifisme. Mais ces paroles de bon sens il fallait les prononcer plus tôt. Lorsqu'il eût été nécessaire de rappeler aux hommes ces vérités essentielles, on préférerait, tout frémissant d'espoirs belliqueux, applaudir au langage de ceux qui, insoucieux des vies humaines, demandaient à l'Allemagne de jeter son épée dans le plateau de la balance et d'aller hardiment de l'avant. A cette époque, peu éloignée encore, il était de bon ton de traiter par le mépris ceux qui parlaient le langage de la raison. Ah! que la guerre était belle lorsque la paix régnait! Maintenant on fait acte de contrition. Mais peut-être l'heure du repentir est-elle déjà trop tardive...

Et pour finir, quelques chiffres... que feront bien de méditer ceux qui parlent sans cesse de poursuivre la guerre jusqu'au *knock out*.

D'après une récapitulation des listes de *pertes anglaises* pour le mois de septembre, publiée par le *Daily Telegraph*, on arrive au résultat suivant (nous avons totalisé les différentes catégories de chaque rubrique): 23,931 morts, 85,089 blessés, 10,636 disparus, c'est-à-dire *par jour*, en chiffres ronds, 800 morts, 2800 blessés, 350 disparus. Dans les trois mois de juillet, août et septembre, les pertes totales atteignent, pour la seule armée anglaise, 305,455 hommes. Sur ce nombre, il y aurait, en appliquant les proportions constatées pendant le mois de septembre, environ 60,000 morts dès le début de l'offensive de la Somme. Les pertes françaises sont vraisemblablement un peu plus élevées, étant donnée la longueur du front. Nous devons donc compter que les pertes des Alliés en France sont au moins de 1600 morts par jour. Du côté allemand les pertes doivent également être élevées. Il tombe probablement, en moyenne chaque jour, environ 3000 hommes sur le seul front occidental.

Mais à quoi bon les chiffres puisque l'humanité est frappée de folie... H. HODLER.

Pour la Justice internationale¹⁾

La grande offensive des Alliés soulève de nouveau la question de savoir si, dans l'intérêt d'une paix équitable, il faut poursuivre la lutte jusqu'à l'anéantissement de l'un des adversaires.

¹⁾ Nous publions cette opinion intéressante sans nous associer à tous les points de vue qu'elle embrasse.

Note de la Rédaction.

Grisés par leur randonnée à travers la Belgique, les Allemands, en 1914, parlaient d'une paix dictée par la force et libellée uniquement par l'ambition du vainqueur..

Grisés par leurs actuels succès, les Alliés, ou du moins ceux qui tiennent une plume et pérorent au nom des autres, proclament des désirs qui constituent le plus périlleux des dangers.

Une première constatation s'impose. Toute conclusion de paix déterminée par le seul triomphe des armées exclut d'emblée toute idée d'équité. Le peuple vaincu sera traité non avec justice mais avec spoliation et les droits que s'arrogera son partenaire n'auront aucun rapport avec les principes d'autonomie nationale et de libre développement des groupements humains au nom desquels beaucoup des belligérants prétendent se battre.

Il est inutile de déterminer ce que serait une paix dictée par les Austro-Allemands. L'opinion publique se rend compte des scandaleuses sanctions qu'elle contiendrait.

Il n'est par contre pas inutile de répéter que le danger existe également de l'autre côté. Si, dans l'aventure, la France semble résister aux excitations impérialistes de quelques chauvins à la Barrès ou à la Hervé, on ne peut ignorer les ambitions expansionnistes de l'Italie, de la Russie et de l'Angleterre. Si la Serbie n'est que partiellement menacée dans sa reconstitution autonome par les désirs de l'Italie, on est, par contre, certain que les compétitions anglaises, russes et japonaises compliqueront non seulement les problèmes balkaniques, mais tous ceux de l'Extrême-Orient et de l'Asie. L'entrée en scène du Japon a une importance incalculable. C'est l'avènement de l'impérialisme asiatique, aujourd'hui l'associé de l'impérialisme européen et demain son vainqueur. De telles perspectives, conformes d'ailleurs aux inéluctables nécessités du développement capitaliste mondial, permettent de craindre avec une égale ferveur la paix imposée par la victoire de n'importe quel groupe en présence.

La possibilité de limiter ou de supprimer les guerres dans l'avenir sera facilitée dans la mesure où les traités de paix seront conformes à certaines règles générales de droit. Or ces règles seront d'autant moins respectées et consultées que l'un des antagonistes aura mis la main à la gorge de l'autre.

L'indécision quant au résultat rend raisonnables les deux contractants. La victoire rend fou le vainqueur et pousse le vaincu à songer à la revanche.

On le constate aisément. Depuis que les Allemands sentent le terrain leur glisser sous les pieds, ils songent à une paix convenable. Leur partielle défaite les rend prudents et sages. Tant que les Alliés n'avaient pas enregistré des succès très marqués, ils parlaient volontiers des droits des peuples, des autonomies nationales et autres excellentes choses. Ainsi une légère avance des Alliés et un léger recul des Impériaux détermina, à un moment donné, un état d'esprit très convenable. Depuis quelques jours, la presse d'Angleterre particulièrement parle avec un cynisme abject des nécessités d'une paix absolument contraire à tous les principes proclamés par elle il y a quelques mois.

La guerre de demain est contenue dans la paix d'aujourd'hui, si cette dernière viole le droit. Nous souhaiions une paix immédiate, persuadés que l'écrasement total de l'Allemagne marquerait une telle ruée d'impérialisme anglais, russe et italien, que les peuples en auront dans quelque demi-siècle une forte indigestion.

Il apparaît aujourd'hui que les Austro-Allemands sont vaincus. Plaidons coupables pour les gouvernements et leurs cliques serviles. Plaidons le droit pour les peuples, pour tous les peuples et facilitons une paix équitable en la désirant immédiate.

Des millions de vies seraient ainsi épargnées et la magnanimité des Alliés sera plus fructueuse pour le bonheur de l'humanité que le dépeçage de quatre pays comptant quelque deux cent millions d'êtres humains.

Ami D.